

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 114 (1969)
Heft: 1

Artikel: Rétrospective historique
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343467>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 07.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Rétrospective historique

LA POLITIQUE ALLEMANDE DES BUTS DE GUERRE EN 1914/18

En imputant à l'Allemagne impériale la responsabilité du déclenchement de la première guerre mondiale, l'historien Fritz Fischer avait suscité en République fédérale une véritable vague d'indignation...

C'était en 1961. Depuis, les recherches ont progressé et les spécialistes allemands ont pu présenter des vues plus nuancées des faits et des hommes considérés, tout en confirmant l'essentiel des thèses avancées par leur confrère.

En particulier, deux experts de la jeune école ont résumé, dans un ouvrage récent¹, les conclusions les plus récentes, établies à l'aide de documents antérieurement ignorés des historiens.

Il peut donc être intéressant d'évoquer ici la question si longuement controversée de la responsabilité du chancelier Bethmann-Hollweg dans le déclenchement du conflit, ainsi que celle des objectifs de guerre du gouvernement impérial en 1914/18.

LES RESPONSABILITÉS ALLEMANDES DANS LE DÉCLENCHEMENT DU CONFLIT

Immanuel Geiss estime qu'il n'est désormais plus possible de soutenir la thèse de l'« évidente innocence allemande », qui a si bien servi une certaine propagande pour le « relèvement de l'Allemagne » dans l'entre-deux-guerres.

En effet, dit-il, en Autriche le général von Hötendorff, chef d'Etat-Major, était sensiblement seul à réclamer, au lendemain de l'attentat de Serajevo, une entrée en guerre immédiate contre la Serbie. Et il subordonnait une telle initiative

¹ « Kriegsausbruch 1914 », par le professeur Wolfgang J. Mommsen et le Dr Immanuel Geiss. Nymphenburger Verlagshandlung, Munich, 1967.

à un appui allemand. Quant au ministre des affaires étrangères, Berchthold, il était hésitant, tout comme le comte Tisza et l'empereur.

Le Grand Etat-Major allemand, par contre, voyait dans Serajevo comme une chance de guerre préventive. Mais l'élément décisif, en l'occurrence, ce fut l'attitude initiale de l'Empereur. Guillaume II, qu'indignait l'assassinat de l'archiduc, couvrit le rapport du 30 juin de son ambassadeur à Vienne de remarques intempestives. Il donna en quelque sorte par cette annotation : « Maintenant ou jamais », le mot d'ordre à la diplomatie allemande en ce mois de juillet 1914.

Le 5 juillet, après un entretien avec l'ambassadeur d'Autriche, le comte Szögyény, qui lui remit deux documents sur la politique autrichienne dans les Balkans, il finit par promettre à Vienne l'appui allemand, interprété ensuite comme un blanc-seing. Il alla même jusqu'à presser l'Autriche — qui n'avait pas encore pris de décision définitive — d'ouvrir dès que possible les hostilités contre la Serbie. Quant au chancelier et aux autres conseillers présents du Kaiser, ils partagèrent la manière de voir du souverain et ils agirent dans le même sens.

Riezler, l'un des familiers de Bethmann-Hollweg, laisse entendre dans son journal — qui relate le récit fait de ces événements par le chancelier à l'époque — que le chef de gouvernement se rendait alors bien compte du danger encouru par son « bond dans l'inconnu » : une éventuelle guerre avec l'Angleterre, c'est-à-dire un conflit mondial.

Et pourtant — nous apprennent les notes de Riezler — Bethmann-Hollweg n'en envisageait pas moins, dès cette date, une guerre avec la Russie et la France. Cette perspective lui apparaissait comme préférable, car il estimait qu'un succès diplomatique même très important — un désaveu de la Russie par la France ou bien un désaveu de la Serbie par la Russie — ne pouvait constituer qu'une solution de rechange, moins bonne...

Dans ces conditions, Berchtold, encouragé par les assurances de Berlin, rejoignit la position de Hötendorff. Ses col-

lègues le suivirent, Tisza en dernier, ainsi que l'empereur François-Joseph. L'accord se fit alors entre Berlin et Vienne, pour l'envoi, à la Serbie, d'un ultimatum rendu à dessein inacceptable pour Belgrade. Cette mise en demeure devait être communiquée aux Serbes seulement après le départ de Saint-Pétersbourg du président Poincaré et de son ministre des affaires étrangères, Viviani, c'est-à-dire le 23 juillet. Si nous en croyons Geiss, le gouvernement allemand regrettait ce délai, car il craignait une défection de l'Autriche. Et le 25 juillet, Jagow fit connaître à Vienne, par l'ambassadeur Szögyény, que le gouvernement allemand « considérait généralement comme admis à titre certain que dans l'hypothèse d'une réponse négative de la Serbie, cette réponse serait suivie d'une déclaration de guerre immédiate de notre part, accompagnée d'opérations de guerre ». Et la communication précisait qu'à Berlin l'on estimait que tout délai dans l'engagement d'opérations de guerre impliquerait la menace pressante d'une intervention d'autres puissances. Et elle concluait : « On nous conseille instamment d'agir sans délai et de placer le monde devant un fait accompli. »

Quant à Jagow, il se refusait à transmettre les offres de médiation britanniques, ce qui ne l'empêcha pas de dire à l'ambassadeur de Grande-Bretagne — après la déclaration de guerre de Vienne — que les Autrichiens avaient précipité les choses, en réaction contre des tentatives de médiation des tiers...

Toujours est-il que « Berchtold, si peureux et si incertain », d'après Ritter, agit sur l'impulsion allemande. Même Hötzen-dorff trouva cette intervention de l'Autriche précipitée. Mais il dut finalement céder aux pressions subies : il fut décidé, définitivement le 27 juillet, de déclarer la guerre le lendemain. Le 28, ce fut donc le « fait accompli » qu'avait souhaité Berlin, à travers la communication de Szögyény, à laquelle il vient d'être fait allusion. Suivant le « conseil » du gouvernement allemand, les hostilités furent engagées dès le lendemain, par un bombardement de Belgrade.

En présence de ces événements, les Russes avaient procédé à une mobilisation partielle face à l'Autriche, dès le 27, afin de dissuader Vienne d'ouvrir les hostilités contre la Serbie. Sous la pression des généraux, la mobilisation générale fut ordonnée, puis ramenée par le tsar à une mobilisation partielle, puis de nouveau à la générale le 30 à 18 heures.

Quant au gouvernement allemand, il eut des attitudes contradictoires. Le 27 juillet, le ministre des Affaires Etrangères avait donné l'assurance que son pays ne procéderait à aucune mobilisation générale, tant que la Russie se contenterait de limiter la sienne aux forces opposées à la double-monarchie. Or, sous la pression de Moltke, Berlin, le 30 juillet, mit en demeure Saint-Pétersbourg de cesser toute mobilisation, même partielle. A Jules Cambon, qui faisait remarquer à Jagow la contradiction entre cette mesure et la garantie donnée le 27 juillet, ce dernier répondit en haussant les épaules et en déclarant qu'il ne s'était pas agi là d'un engagement formel.

Et pourtant Guillaume II, qui avait d'abord suscité la politique d'encouragement à la guerre contre la Serbie, par l'Autriche, intervint, après l'ultimatum adressé à Belgrade, dans le sens de la modération. En effet, ayant vu l'étonnante réponse serbe, si conciliante, il avait brusquement perdu toute velléité guerrière : « ...un grand succès pour Vienne, mais qui fait tomber tout motif de guerre... Là-dessus je n'aurais jamais ordonné la mobilisation ! » Et, reniant en quelque sorte son attitude antérieure, il enjoignit aux Affaires Etrangères d'agir dans le sens de la modération auprès des Autrichiens, invités à accepter les propositions serbes.

Or, chose surprenante, cette fois-ci il ne fut pas suivi par son cabinet. Le chancelier n'envoya des directives à Vienne qu'une fois la déclaration de guerre à la Serbie rendue publique. Et même il eut l'audace de ne pas communiquer la phrase de son souverain sur l'absence d'un motif de guerre dans la situation créée par le « succès pour Vienne », du fait de la réponse serbe. Bref, l'action modératrice du Kaiser était mise en échec par le chancelier lui-même.

On connaît la suite. Geiss regrette, comme d'ailleurs bien des auteurs non allemands, que la Grande-Bretagne n'ait pas d'emblée déclaré formellement son intention d'honorer ses engagements vis-à-vis de la France. Cette affirmation ne fut donnée, par Lord Grey, que le 29 juillet. Elle enlevait à Bethmann-Hollweg tout espoir d'une neutralité britannique. Et, selon Geiss, le chancelier vit alors clairement la perspective d'une guerre mondiale que l'Allemagne n'avait que peu de chance de gagner.

Et, si nous en croyons cet auteur, Bethmann-Hollweg fut pris de panique et pressa les Autrichiens de reconsidérer leur attitude. Mais il n'alla pas jusqu'à leur demander de renoncer à leur guerre contre la Serbie. Peut-être avait-il le vague espoir que l'Angleterre s'abstiendrait si la Russie apparaissait comme coupable, impression qu'il s'efforçait de produire également en Allemagne.

Il espérait, de la sorte, rallier éventuellement le parti S.P.D. à la politique du gouvernement. En somme, il ne fit rien pour arrêter la guerre austro-serbe. Il voulait, par contre, semble-t-il, créer pour le Reich une position morale améliorée — à l'intérieur comme à l'extérieur — dans le conflit élargi qui se préparait.

Certes, Bethmann-Hollweg échoua dans sa tentative de prévenir l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne. Par contre, les socialistes et la majorité des Allemands eurent bien la conviction d'une culpabilité russe. Ils allaient donc soutenir la politique impériale lors de l'ouverture des hostilités. Et, pour bien favoriser cette thèse des torts du tsar et de l'innocence allemande, le chancelier retarda la mobilisation des armées du Reich jusqu'à la confirmation de celle de la Russie.

Une fois cette confirmation obtenue, l'Allemagne se déclara en « état de danger de guerre ». C'était là une mesure technique, mais qui entraînait automatiquement la mobilisation générale. Donc la guerre devenait inévitable le 31 juillet. Rien, désormais, ne pouvait arrêter la catastrophe...

LA POLITIQUE ALLEMANDE DES « BUTS DE GUERRE »
AVANT ET PENDANT LE CONFLIT

Dans son ouvrage de 1961 ¹ et dans ses publications plus récentes, le professeur Fischer ne se contentait pas d'accuser l'Allemagne impériale d'avoir déclenché la première guerre mondiale. Mais il reprochait au gouvernement de Berlin d'avoir, dès 1913, envisagé une « politique des buts de guerre », longuement préméditée et mise au point dans un véritable programme, puis systématiquement poursuivie pendant le conflit.

Selon cet historien, ce n'étaient donc pas uniquement les militaires qui avaient formulé et voulu appliquer la théorie de la paix par la victoire — le Siegfrieden. Bethmann-Hollweg n'aurait donc pas été ce personnage falot, incapable de résister aux efforts conjugués des généraux, des conservateurs et des partis de droite.

En fait, selon Fischer, le chancelier n'aurait pas été seulement manœuvré par ces milieux, mais il aurait partagé, dans une certaine mesure, la manière de voir des pangermanistes, qui avaient vraiment fait école. Car il s'était instauré, en Allemagne, une sensible unanimité parmi les couches dirigeantes pour « une fondamentale volonté de puissance ». Les tenants de cette idéologie allaient de l'empereur lui-même, ainsi que des hautes instances militaires et gouvernementales, « jusqu'à la majorité du Reichstag et de la presse allemande ». En particulier, de nombreux sociaux-démocrates et bien des intellectuels étaient gagnés à cette doctrine.

Cette volonté de puissance, confirme Mommsen, était plus forte que les enseignements qu'il eût été salutaire de tirer de l'évolution de la situation pendant le conflit. Toutefois, estime cet auteur, le gouvernement Bethmann-Hollweg n'allait pas au terme des théories d'extrême-droite. L'offre de paix du 12 décembre 1916 — considérée à tort par Fischer comme une

¹ « Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des kaiserlichen Deutschlands 1914-1918 » (Tentative pour l'hégémonie mondiale. La politique des buts de guerre de l'Allemagne impériale de 1914-1918).

simple manœuvre tactique — avait été entreprise de bonne foi par le chancelier. Ce dernier y voyait une dernière possibilité d'empêcher cette guerre sous-marine à outrance qu'il désapprouvait et redoutait. En somme, si, en 1914, Bethmann-Hollweg avait cru à la fatalité de la guerre, il s'était ensuite souvent opposé — trop faiblement peut-être — aux visées des extrémistes. Si, cependant, il a partagé parfois certaines idées très répandues dans les couches gouvernementales et militaires allemandes, c'est qu'il était malgré tout un Allemand de son temps.

Mais il serait faux, d'après les derniers travaux, de prétendre que la politique impériale — en 1914 et pendant la guerre — aurait été l'exécution logique d'une planification basée sur des buts de guerre précisés antérieurement.

On ne peut même pas dire qu'une véritable politique ait seulement été envisagée avant le conflit par le gouvernement allemand. En réalité, ce dernier s'était en quelque sorte soumis au plan de campagne du Grand Etat-Major. Au général Schlieffen, qui avait élaboré ce plan, il n'avait été imposé aucune directive politique. En d'autres termes, le pouvoir politique avait lui-même méconnu, en l'occurrence, le principe fondamental de « la primauté du politique sur le militaire », jadis défini par Clausewitz. De ce fait, sa liberté d'action a été forcément limitée par le déroulement de la machine de guerre jadis imaginée par les chefs militaires sans le moindre contrôle gouvernemental.

La marge d'action du chancelier était alors d'autant plus réduite que le grand Schlieffen avait été remplacé par ce chef militaire médiocre que fut Moltke. En outre, si dans le processus de la mobilisation le premier avait prévu un délai de quinze jours — pour permettre à la diplomatie d'agir encore — le nouveau commandant en chef l'avait réduit à quatre jours seulement. Le gouvernement avait donc implicitement admis l'impossibilité matérielle d'agir alors efficacement « par d'autres moyens » que le conflit sanglant...

C'est, en fait, Bethmann-Hollweg lui-même qui a précipité

le déclenchement des opérations. Dans une de ses lettres — citée par Immanuel Geiss — il se demandait, fin mai ou début juin, si, tout compte fait, il ne valait pas mieux s'engager dans une action préventive, plutôt que d'entrer, plus tard, dans une guerre devenue fatale et alors abordée dans de mauvaises conditions...

Ce sentiment a certainement joué en juillet 1914. Mais il serait néanmoins faux de prétendre — comme le faisait Fischer dans un fracassant article dans « Die Zeit » du 3 septembre 1965 — que « la guerre était, en juillet 1914, bien préparée, intellectuellement, militairement, mais aussi des points de vue politico-diplomatique et économique ». Il s'agissait seulement de la déclencher, « c'est-à-dire de mettre à profit à cette fin l'attentat de Serajevo... ».

Toutefois, si c'est là une vue quelque peu outrée des événements, par contre il faut bien admettre, avec Mommsen, que les idées répandues dans certains milieux allemands ont agi après l'assassinat de l'archiduc; elles ont influencé certainement le chancelier. Et pourtant ce dernier était, au fond de lui-même, opposé à une guerre préventive. Il aurait, tout compte fait, nous rapporte Mommsen, préféré un compromis prudent avec la Russie, afin, dans l'immédiat, d'améliorer le climat politique du moment. A long terme, il avait même espéré obtenir, en agissant de la sorte, des avantages d'ordre géopolitique pour l'Allemagne. Cependant c'est bien lui qui allait précipiter le déclenchement de la guerre.

Bref, il n'a pas agi alors en vertu d'un plan concerté. Et cette incertitude devait se manifester tout au long du conflit. Là encore, certaines idées continuaient à dominer de nombreux Allemands. Surtout celle d'une « Mitteleuropa » de conception allemande. Mais elle manquait encore de précision et elle n'a été mise au point qu'en fonction des événements.

Bethmann-Hollweg, dans ses sondages et contacts en vue d'un traité de paix, était bien obligé de tenir compte de cette notion d'une Europe occidentale dirigée par le Reich. Elle correspondait, en effet, à certaines tendances annexionnistes très

fortes en Allemagne et dont le chancelier était bien obligé de tenir compte. En outre, il y avait là une possibilité d'enlever à la Grande-Bretagne tout espoir de gagner une guerre d'usure contre les puissances centrales. Enfin, sur le plan économique, la Mitteleuropa envisagée pouvait apparaître comme une contre-mesure, même après le retour à la paix, contre un éventuel blocus du commerce allemand.

Malgré ces sentiments Bethmann-Hollweg restait, la guerre une fois déclenchée, un homme aux tendances plutôt modérées. Mommsen dit de lui qu'il ne partageait pas « les naïves aspirations géopolitiques des pangermanistes et des bourgeois et conservateurs... ». En réalité, il s'était souvent opposé aux conceptions des milieux de l'industrie lourde, partagées notamment par le général von Bissing, gouverneur général de la Belgique.

Toutefois, le chancelier n'avait pas toujours réussi à faire triompher ses vues. Egmont Zechlin dit de lui qu'il pratiquait une politique de cabinet de style XIX^e siècle, orientée vers la guerre limitée, par tractations entre gouvernements, avec le constant souci d'éviter toute interférence de l'opinion publique.

Les directives pour la poursuite de la guerre contre la Grande-Bretagne répondaient à cette conception. Elles devaient, après la défaite française — supposée imminente — assurer au Reich une position dominante en Europe et sur le plan économique, afin de compenser les pertes coloniales subies et de permettre une conduite efficace de la guerre.

Dans les tractations austro-italiennes, Bethmann-Hollweg intervint en envisageant une éventuelle cession partielle de la Silésie allemande, afin d'obtenir en contrepartie une renonciation autrichienne au Trentin. Il était même décidé à endosser l'impopularité que pouvait lui valoir un tel projet dans l'opinion allemande. Il avait d'ailleurs gagné à ses vues l'empereur et Tirpitz. Ces prises de position éclairent l'attitude souvent conciliante du chancelier. Gerhard Ritter — dans son livre « Staatskunst und Kriegshandwerk » (L'art de gouverner et le métier de la guerre) — croit pouvoir affirmer, en se basant

sur les archives de la Wilhelmstrasse, que la politique de Bethmann-Hollweg, d'abord défensive, n'était devenue offensive que progressivement. Au terme de cette évolution seulement, elle prétendait assurer à l'Allemagne une position de force — eine Machtstellung — soit par une mainmise économique, soit carrément par des annexions.

C'est ainsi que le chancelier avait été finalement conduit à une politique utopiste, pour d'impossibles annexions. De même, il avait fondé de vains espoirs sur des prises de contact avec le roi Albert, pourtant vouées à l'échec, puisqu'elles avaient été engagées contre la volonté formelle du gouvernement belge.

Mais, dans ses efforts pour une paix séparée à l'Est, Bethmann-Hollweg avait estimé que les négociations ne devaient pas être entravées par de trop grandes visées territoriales allemandes.

L'empereur, au contraire, lors des sondages auprès du gouvernement Kerensky, fut d'accord avec la Direction Suprême pour arrêter toutes négociations basées sur une renonciation allemande à des annexions substantielles. Ritter nous apprend que Hindenburg et Ludendorff étaient, à ce point de vue, intraitables. Falkenhayn, par contre, est décrit par cet auteur comme un homme aux tendances modérées, que, tout compte fait, ses opinions auraient dû rapprocher du chancelier. Mais le général, très ambitieux, passait pour vouloir évincer Bethmann-Hollweg, qui le fit révoquer.

Si bien que le chancelier finit par être totalement isolé, car le conflit entre les militaires et lui n'avait cessé de s'aggraver. Il succomba ainsi à la crise de confiance de 1917 et paya de la sorte son manque de courage : il n'avait jamais osé dire assez brutalement la vérité, notamment sur la guerre sous-marine à outrance, qui allait être l'une des plus grandes déceptions allemandes.

Mais la tendance modérée de Bethmann-Hollweg s'était manifestée encore lors des sondages entrepris par l'empereur Charles, auprès d'émissaires français : ces pourparlers avaient

été engagés avec l'assentiment du gouvernement allemand.

En somme, si le chancelier porte une lourde responsabilité dans le déclenchement des hostilités, il est indéniable qu'il a pratiqué essentiellement, pendant la plus grande partie de sa présence à la tête du Cabinet, une politique plutôt modérée, en tout cas en dehors de tous buts de guerre préconçus et rigides.

* * *

En dernière analyse, des divergences subsistent encore, entre les historiens cités, au sujet de la politique allemande avant et pendant la première guerre mondiale. Mais la responsabilité du Reich dans le déclenchement du conflit apparaît nettement dans les travaux évoqués.

Certes, il convient d'assortir de quelques atténuations et nuances la thèse initiale du professeur Fischer: il est certain que l'Allemagne n'est pas entrée en guerre avec une « politique des buts de guerre » bien définie. La Wilhelmstrasse n'avait pas suivi les pangermanistes d'avant 1914. Mais les théories développées par ces propagandistes s'étaient répandues dans de vastes milieux allemands.

Ainsi, même le chancelier était dans une certaine mesure impressionné par toute une idéologie qui devait le conduire, en dépit de ses tendances modérées, à considérer la guerre comme une fatalité inéluctable et que, peut-être, il convenait d'envisager dans l'immédiat, de peur d'être obligé de la subir plus tard dans de très mauvaises conditions. D'où cette sorte de « fuite en avant » d'un homme qui, au fond, était un pacifique, mais non pas un falot, tel que le représentait, hier encore, une certaine littérature.

Pendant la guerre, également, Bethmann-Hollweg a constamment dû affronter les sentiments annexionnistes, des militaires surtout, de Ludendorff avant tout, le grand responsable de cette guerre totale que l'Allemagne n'avait pas les moyens de mener efficacement. Certes, il a vu clair, notamment pour cette guerre sous-marine à outrance, l'une des plus néfastes erreurs qu'il n'a pas su empêcher.

En revanche, le grand reproche que l'on peut faire à Bethmann-Hollweg — mais que lui adressent peu d'auteurs allemands — c'est surtout d'avoir méconnu la primauté du pouvoir politique qu'il devait incarner. Or, loin d'avoir dominé la stratégie en cette période de juillet 1914, il a subi alors les conséquences de ses défaillances antérieures, de son manque d'autorité vis-à-vis du Grand Etat-Major, dont les plans ont fini par dominer la politique au lieu de se conformer aux directives de celle-ci.

Et ainsi Bethmann-Hollweg nous apparaît, non pas comme un faible, mais comme un homme qui ignorait la hiérarchie des pouvoirs. Quoi qu'il en soit, il porte essentiellement le poids de la responsabilité du déclenchement de la guerre. Certes, il y a eu le mot initial de l'empereur. Mais lorsque ce dernier, devant le succès de l'ultimatum autrichien à la Russie a voulu inciter Vienne à se contenter de sa victoire politique, c'est bien le chancelier qui a neutralisé l'action de son souverain.

Le conflit local une fois engagé, l'Allemagne n'a rien fait pour l'empêcher de dégénérer en guerre continentale et mondiale. L'Autriche espérait qu'une extension des hostilités serait évitée, que l'appui allemand inciterait la Russie à s'abstenir.

En fait, la guerre généralisée a été littéralement provoquée, en dehors même de la violation de la neutralité belge, par les conditions allemandes — par exemple, la remise « en garantie » des forteresses de Toul et de Verdun, par la France — inacceptables pour les puissances occidentales et la Russie.

Pendant longtemps des auteurs notables ont attribué une certaine responsabilité au gouvernement de Saint-Pétersbourg dans le déclenchement de la grande guerre. Dans l'« Histoire Universelle » de Carl Grimberg et de Ragnar Svanström, par exemple, la Russie est accusée d'avoir « voulu la guerre ». Geiss lui reproche d'avoir, par une mobilisation « précipitée » donné cette impression. A vrai dire, la mobilisation russe — fait d'ailleurs reconnu par Geiss — était

très longue. Et, même si quelques mesures ont été prises dès le 24 juillet, comme le laisse entendre l'auteur de l'Histoire Universelle citée, les circonstances justifiaient entièrement une telle précaution.

En réalité, la mobilisation générale russe, intervenue initialement sur l'insistance des généraux, avait d'abord été réduite à celle des forces face à l'Autriche, puis étendue, sous la pression des événements, à toute l'armée, le 30 seulement. L'Allemagne en profita pour déclarer l'état de danger de guerre, mesure qui entraînait automatiquement la mobilisation générale des armées du Reich.

C'est le lendemain que Saint-Pétersbourg reçut l'ultimatum allemand lui enjoignant de démobiliser entièrement. Il va de soi que la Russie ne pouvait accepter une telle mise en demeure. Il lui était impossible de revenir à l'état normal, alors qu'au contraire la mobilisation des forces du Reich était en voie d'exécution...

Dans ces conditions, peut-on imputer une certaine responsabilité aux puissances occidentales dans le déclenchement du conflit généralisé? Il ne semble pas. Geiss reproche à la Grande-Bretagne de n'avoir pas assez tôt, ni assez catégoriquement, déclaré son intervention d'intervenir éventuellement aux côtés de la France. La faute n'en incombe pas à Lord Grey. Mais, en raison des opinions divergentes entre les différents membres du cabinet, une déclaration formelle ne fut d'abord pas possible. Certes, Asquith, Haldane et Churchill auraient appuyé une telle démarche. Mais onze ministres étaient initialement foncièrement opposés à l'entrée en guerre de l'Angleterre. Lord Grey dut donc se borner d'abord à tenter une limitation du conflit. D'où sa démarche, le 31 juillet encore, pour engager la France et l'Allemagne à respecter la neutralité belge. L'on sait que Berlin refusa de se prononcer alors que Paris fournit les assurances sollicitées.

Quoi qu'il en soit, même si l'on reproche à Londres une attitude insuffisamment dure au début de la crise, c'est là une accusation vraiment légère.

Quant à la France, elle a fait preuve, en juillet 1914, d'une « correction sensiblement absolue », selon Immanuel Geiss. Cet auteur relève, comme seule faute française, le fait de n'avoir pas réussi à détourner la Russie d'une mobilisation générale prématurée. Mais nous avons constaté les inconvénients fort graves qu'entraînait pour Saint-Pétersbourg toute mesure tardive à ce point de vue, du fait d'une mise sur pied exceptionnellement rapide des armées allemandes mobilisées.

En dernière analyse, nous constaterons avec Immanuel Geiss que le tabou de la responsabilité allemande en 1914 n'existe actuellement plus en République fédérale. L'histoire de la première guerre mondiale est abordée, en Allemagne même, en toute objectivité. En dépit de certaines lacunes dans la recherche, la responsabilité du Reich dans le déclenchement du conflit est désormais définitivement établie.

Elle pèse surtout sur le chancelier de l'époque, et non seulement sur l'Empereur. Du moins comprenons-nous mieux les motifs qui ont fait agir Bethmann-Hollweg.

Mais il faut savoir gré au professeur Fischer d'avoir, le premier en Allemagne, soulevé un certain voile. Cet historien — malgré le caractère quelque peu polémique de ses écrits et peut-être à cause de cela — a provoqué le choc ... d'où jaillit la lumière.

Colonel Fernand-Thiébaud SCHNEIDER